



## Association de la circonscription de Chicoutimi

### L'Assemblée constituante : une stratégie convergente pour l'indépendance du Québec

Par le Comité de coordination de l'Association Québec solidaire de la circonscription de Chicoutimi. Mémoire déposé aux États-généraux sur la souveraineté du Québec, le 12 juin 2012, à Alma. Pour rejoindre les auteurs : [chicoutimi@quebecsolidaire.net](mailto:chicoutimi@quebecsolidaire.net)

#### Oui à l'indépendance du Québec

La question nationale québécoise n'est toujours pas résolue en 2012. À la question posée : «Québec, province ou pays ?», Québec solidaire répond sans ambiguïté «Pays». Sur le site [paysdeprojets.org](http://paysdeprojets.org) on retrouve l'ensemble de l'argumentaire de notre jeune parti en faveur de l'indépendance du Québec. Aussi, le [programme de Québec solidaire](#) est également très clair sur le caractère irréformable du fédéralisme canadien et sur la nécessité de l'indépendance du Québec.

De plus, le programme prévoit que le pays du Québec sera français et inclusif de toute la diversité de la nation. Il sera régi par les grands principes laïques et républicains, une démocratie participative, un mode de scrutin proportionnel, une représentation paritaire entre les hommes et les femmes à l'Assemblée nationale et une décentralisation des pouvoirs par la création de gouvernements régionaux. Voilà le projet de pays tel qu'entrevu par notre jeune parti qui s'approche des 10,000 membres.

#### Question de stratégie

Ce ne sont donc pas les raisons qui manquent ni les arguments en faveur de notre indépendance nationale. Le document de consultation des États-généraux identifie six grands blocages du système canadien au développement du Québec. À notre avis, il existe aussi un blocage interne au mouvement souverainiste, soit l'absence de stratégie claire, commune à l'ensemble des partis et mouvements souverainistes, et signifiante pour le peuple québécois. Nous croyons que c'est cette absence de stratégie qui contribue à la fatigue ressentie par la population envers l'enjeu de l'indépendance, davantage que l'abandon de cet idéal comme le prétendent certains.

Les paradigmes politiques ont changé au Québec. L'axe souveraineté – fédéralisme n'est plus le seul dans le paysage politique, qui a vu apparaître également l'axe gauche – droite, et la vie politique s'organise en fonction d'une plus grande complexité qu'autrefois. On retrouve des souverainistes non seulement au PQ et à QS, mais aussi à la CAQ, à l'Option nationale, au Parti indépendantiste, etc. Comment, dans le contexte de la diversité de l'axe gauche – droite, favoriser le développement d'une alliance en faveur du Pays du Québec, sans laquelle l'indépendance ne sera pas?

Pour Québec solidaire, la lutte pour la justice sociale et une société progressiste est indissociable du projet d'indépendance et elle lui donne tout son sens. Ce n'est pas nécessairement le cas de tous les souverainistes. Par contre, la stratégie qu'il préconise pour l'accession à la souveraineté en est une, elle, qui est susceptible d'être partagée par l'ensemble du mouvement souverainiste.

Cette stratégie est simple et nous ne l'avons pas inventée. Elle date de la révolution française et elle a présidé depuis à la naissance de la majorité des pays qui ont vu le jour. Elle est réclamée par un nombre grandissant depuis les États-généraux du Canada français en 1961. Il s'agit de la convocation d'une Assemblée constituante.

### **Qui dit souveraineté dit souveraineté du peuple d'abord**

La souveraineté d'une nation s'exerce bien avant qu'elle ne soit reconnue politiquement. La jeune nation québécoise se reconnaît déjà fortement elle-même en tant que nation diversifiée au plan ethnique et culturel, avec le français comme langue commune d'usage et facteur d'intégration. L'indépendance conférera éventuellement un statut politique à cette reconnaissance et sera l'occasion pour cette nouvelle nation de s'approprier un pays bien différent de ce qu'a connu jadis la nation canadienne-française. Aujourd'hui, cette nation n'a pas besoin d'attendre que la Constitution canadienne lui fasse une place pour exister souverainement. C'est pourquoi l'élection d'une [Assemblée constituante](#), tel que le propose Québec solidaire, chargée d'animer une vaste démarche d'éducation politique et de démocratie participative, puis de rédiger une Constitution à soumettre au référendum, serait une formule qui permettrait à la souveraineté du peuple de s'exercer de manière bien plus éloquente que si elle se limitait à un simple vote référendaire. Voici le texte de la plateforme électorale de QS à ce sujet :

*Le peuple du Québec a le droit de choisir ses institutions et son statut politique. C'est pourquoi un gouvernement de Québec solidaire enclenchera dès son accession au pouvoir une démarche d'assemblée constituante.*

- a) *Cette assemblée constituante sera élue au suffrage universel, composée d'un nombre égal de femmes et d'hommes et représentative des tendances et des différents milieux socio-économiques et de la diversité culturelle présents dans la société québécoise.*
- b) *L'assemblée constituante mènera un vaste processus de démocratie participative pour consulter la population du Québec sur*
  - i. *les valeurs, les droits et les principes sur lesquels doit reposer la vie commune,*
  - ii. *le statut politique du Québec,*
  - iii. *la définition de ses institutions,*
  - iv. *les pouvoirs, les responsabilités et les ressources qui leur sont délégués.*
- c) *L'assemblée constituante élaborera, à partir des résultats de cette consultation, une ou des propositions qui seront soumises à la population par référendum.*
- d) *Tout au long de la démarche d'Assemblée constituante, Québec solidaire défendra l'objectif de faire du Québec un pays, sans présumer de l'issue des débats.*

L'Assemblée constituante, la plus large possible et représentative du peuple québécois, sera déjà en elle-même un acte de souveraineté, de rupture avec le parlementarisme britannique et la monarchie, de rupture également avec le «nation building» canadien et sa constitution illégitime de 1982. C'est l'Assemblée constituante, et non le gouvernement élu ou les partis

souverainistes eux-mêmes, qui rédigera la Constitution du Québec à soumettre en référendum. Suivant un résultat favorable, le processus culminerait par une déclaration d'indépendance.

### **Alliance trans-partisane**

Cette stratégie est envisageable dans un cadre d'une alliance trans-partisane. Par exemple, supposons dans un premier temps un consensus entre les partis politiques souverainistes ou autonomistes sur la convocation d'une Assemblée constituante, suivie d'un référendum sur une Constitution, en tant que processus d'accès à l'indépendance. Puis, ce consensus pourrait donner lieu à une entente politique trans-partisane qui en ferait un enjeu électoral et qui ferait de l'élection elle-même un moment décisif pour enclencher la convocation de l'Assemblée constituante, suite à l'élection d'un parti ou d'une coalition souverainiste. Cette stratégie pourrait générer potentiellement une majorité dès l'élection, jetant ainsi des bases encore plus solides au processus d'accès à la souveraineté.

### **De la reconnaissance mutuelle à l'alliance trans-nationale**

La nation québécoise n'est pas la seule qui vit sur le territoire du Québec. Elle doit se rappeler que les onze nations autochtones, qui ont contribué à sa survie et à définir sa culture et son identité nationale au long de l'histoire, aspirent depuis toujours, à partager la souveraineté sur cette terre du Québec. Le processus d'accès à la souveraineté du Québec pourrait même être compromis si la stratégie souverainiste québécoise ne tient pas suffisamment compte de la question autochtone.

Le Québec compte [93 541 autochtones](http://www.autochtones.gouv.qc.ca/nations/population.htm)<sup>1</sup>, ce qui représente environ 1% de sa population totale. Leur importance va cependant bien au-delà de cette proportion. Ils occupent de vastes territoires sur lesquels les non-autochtones sont très peu présents. De plus, l'Assemblée nationale du Québec reconnaît l'existence de onze nations<sup>2</sup> sur son territoire. Ce qui devrait normalement leur conférer un statut bien différent de celui des minorités ethniques.

Lors du référendum de 1995, les autochtones se sont pourtant dans l'ensemble prononcés pour le «non». Les Cris ont même tenu un référendum sur la question. Il semble que les autochtones ne sont pas convaincus qu'ils pourraient améliorer leur sort dans un Québec souverain. Bien que mitigés et faisant l'objet d'interprétation, les droits que leur reconnaît la Constitution canadienne pourraient leur sembler un pis aller comparativement à l'«inconnu» que leur réserve la perspective de l'indépendance du Québec.

S'il ne revient pas à un gouvernement du Québec, même souverainiste, de décider seul du statut politique des Premières nations, il est cependant de la responsabilité du mouvement souverainiste de proposer des alliances stratégiques et un processus d'accès à la souveraineté par lequel les nations autochtones auront elles-aussi l'opportunité d'exercer leur pouvoir populaire. Une vision commune du projet de pays, qui prévoit le partage des

---

<sup>1</sup> <http://www.autochtones.gouv.qc.ca/nations/population.htm>

<sup>2</sup> Les onze nations autochtones présentes au Québec sont les : Abénaquis, Algonquins, Attikameks, Cris, Huron-wendats, Malécites, Micmacs, Mohawks, Innus, Naskapis et Inuits.

pouvoirs et les modalités des rapports de nation à nation, concrétiseraient le projet de souveraineté du Québec pour l'ensemble des composantes du peuple québécois. Dans cette perspective, les éléments de l'*Entente de principe d'ordre général* dont la négociation se déroule actuellement en dent de scie avec la nation Innue, mais dont les principes découlent du rapport Erasmus-Dussault, constituent un bon point de départ : reconnaissance des droits ancestraux et des droits territoriaux, autonomie gouvernementale, soutien financier aux mesures menant à l'autonomie, participation aux redevances sur l'exploitation des ressources naturelles, partenariat en matière de développement régional, etc.

Quoiqu'il en soit, le peu de chemin parcouru depuis le rapport Erasmus-Dussault (1996) sur les peuples autochtones ou depuis l'échec des accords du lac Meech (1990) ou de Charlottetown (1992) sur la question du Québec, ne permet pas d'espérer de solution dans le cadre fédéral actuel, pour aucune des douze nations du Québec.

La résolution de la – ou devrions-nous dire des – questions nationales en terre québécoise soulève donc un défi de taille, à multiples dimensions. Elle requiert le développement d'une stratégie nationale trans-partisane au sein de la nation québécoise, assortie d'une alliance stratégique avec les onze Premières nations du Québec qui aspirent à leur autodétermination sur le territoire.

### **Mouvement citoyen par la base**

Le mouvement souverainiste au sein de la nation québécoise est lui-même encore divisé sur le plan stratégique. Il est par ailleurs bien loin d'une alliance stratégique avec les nations autochtones. Seul un large mouvement citoyen venant de la base a des chances de forcer un changement de paradigme de manière à ce que les nations qui composent le peuple du Québec puissent s'inscrire dans un processus dynamique et convergent d'accès à la souveraineté.

Québec solidaire apporte aujourd'hui une contribution au débat comme il le fait depuis quelques années au sein du Conseil de la souveraineté. La prochaine campagne électorale sera sans doute l'occasion de faire la promotion de l'Assemblée constituante comme stratégie d'accès à l'indépendance du Québec. La croissance du parti favorisera éventuellement les négociations avec les partenaires sur la convergence de cette stratégie.

Entretemps, un immense travail de promotion est nécessaire afin que la soif de souveraineté s'abreuve à de nouvelles perspectives, enfin porteuses d'espérance.

2012-06-02

Vidéo de la présentation du mémoire (au début) :

<http://webtv.coop/video/Saguenay%252C-Alma-3-D%25C3%25A9p%25C3%25B4t-de-m%25C3%25A9moires/5fde1e647e22c25ad25b39703604e249>

Deuxième partie (après 10 min.):

<http://webtv.coop/video/Saguenay%252C-Alma-5-Interventions-du-public-et-conclusion/91debfb3496f1aab981c6771aa12a16>